

# Krecké: «nous sommes encore en crise»

Hier, au cours de la deuxième «Journée de l'Économie», les participants ont pu écouter des propos très clairs sur une économie globale qui change, dont les équilibres restent encore à faire et qui pose des défis certains pour les générations futures. Les «Journées» ont été organisées par le Ministère de l'économie et du commerce extérieur, la Chambre de Commerce de Luxembourg et la Feddil, avec la collaboration de Price Waterhouse Coopers.

## «Sortie de crise, ce qu'on ne nous dit pas, ce qui nous attend»

Le professeur Patrick Artus, Directeur de la Recherche et des études économiques de NATIXIS, le co-auteur avec Olivier Pastré du livre: «Sortie de crise, ce qu'on ne nous dit pas, ce qui nous attend», résumait les enjeux à venir avec une boutade à l'accent mi-sérieux: «le livre contient 330 pages, dont 300 d'analyse et seulement 30 de recommandations, car en ce moment c'est difficile d'en donner...»

De son côté, le ministre Krecké se montrait d'accord avec le premier sur le fait que la crise n'est pas terminée. Le ministre ne croit pas aux messages rassurants de ceux qui disent que le retour à la normalité va se faire en quelques mois. Et Artus d'ajouter que le point de vue de l'économiste ne peut se confondre avec le point de vue du financier, car en économie, la prudence s'impose. Pour le professeur, il faut faire attention: «nous avons des problèmes structureaux à régler». Ces problèmes touchent l'économie réelle. Parmi ces problèmes, celui de garder l'emploi spécialiste à l'époque (historique) de la des-industrialisation des l'Occident est certainement l'un des plus graves.

Du point de vue macro-économique, Artus a expliqué que mettre



Pour Krecké la Grande Région doit miser sur les synergies

Photo: F. Aussems

des dettes à la place des revenus et tricher sur l'état de l'économie réelle ne résout pas les problèmes économiques: «ce n'est pas en réglant la finance qu'on règle l'économie».

## Les problèmes sont moins financiers qu'économiques

L'économie procède à des rythmes lents voire très lents. Artus cite notamment le phénomène du transfert de productivité vers la Chine. Ce phénomène, qui ne date pas d'hier et qui ne va pas se terminer demain, fait de l'Europe un distributeur des produits chinois et de la Chine un accumulateur de capitaux, qui paie la main-d'œuvre la moitié que chez nous. Un autre défi sérieux est l'endettement des ménages au bénéfice de la consommation: pour Artus, les Banques centrales ont utilisé le crédit comme stratégie de croissance économique, mais on est allé trop loin sur cette route.

## Krecké: «Ne pas confondre coopérer et agrafier»

Un autre point important c'est la coopération entre les États: Krecké et Artus partagent l'avis qu'il est difficile de mettre des gouvernements d'accord pour suivre des politiques économiques communes, et ce, au niveau européen et au niveau mondial. En effet, les Pères de l'Europe ont bien créé le marché commun en signant le Traité de Rome en 1957 (par lequel certaines compétences sont partagées entre les États membres), mais ils ont laissé les questions économiques à l'appréciation souveraine des membres. Et ici, Artus - en bon citoyen - de faire l'exemple de politique non coopérative de l'Allemagne: «celle-ci a appuyé à fond sur la profitabilité des entreprises, les salaires ont été limités, l'effet a été l'endettement des familles car le salaire réel a baissé depuis 15 ans». Or c'est justement le choix de comprimer le salaire qui est unilaté-

ral selon Artus, car ce choix ne pouvait pas être proposé en Italie, France, Espagne.

Pour Krecké, cette tendance isolationniste se voit clairement dans les plans budgétaires des 27 Pays membres: chaque Pays a rédigé son Plan et il l'a remis à la Commission. Celle-ci, dit Krecké: «a agrafé les 27 Plans et présenté le Plan coordonné».

## Grande Région: miser sur les synergies

Le ministre a insisté sur les défis pour la Grande Région dans le futur. Parler des bonus des managers bancaires ou des paradis fiscaux c'est une manière pour calmer les gens, mais les vrais enjeux sont autres: la Chine a déposé le double des brevets que les États-Unis, elle est capable de créer des ingénieurs très performants et n'a point besoin de main-d'œuvre extérieure. Dans les 10-15 ans à venir la Chine aura la même capacité que les USA et l'Europe, et elle est déjà en avance dans certains secteurs («ils peuvent mettre un homme sur la lune, les Européens non»). Pour trouver des issues valables, le ministre donne des pistes: le Luxembourg est le moteur de la Grande Région et il va le rester. Mais la Grande Région doit jouer sur les synergies et s'entre-aider de manière intelligente: inutile pour le ministre de relaire à l'Université du Luxembourg une recherche qui a été déjà développée à Nancy. Par contre, c'est utile de coopérer pour devenir concurrentiel en tant que Grande Région sur le marché européen. Selon le ministre, il faudra profiter des compétences acquises pour les perfectionner, sans démanteler les industries. Il conclut avec une invitation claire: «Il y a une crise systémique, il faut le comprendre rapidement: le business ne sera plus comme avant».